



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réforme

Question écrite n° 77255

Texte de la question

M. Joël Giraud attire l'attention du M. le Premier ministre sur l'avenir de la Délégation interministérielle à l'innovation et à l'économie sociale. En effet, les récentes décisions annoncées sans concertation préalable devant le Conseil national de lutte contre l'exclusion concernant le devenir de la Délégation remettent en cause le partenariat tissé au fil du temps entre les pouvoirs publics et le secteur de l'économie sociale. Les mutuelles, coopératives, associations et fondations jouent un rôle fondamental dans le domaine de l'innovation sociale. De nombreuses activités innovantes n'ont pu voir le jour qu'avec l'aide des grands opérateurs du secteur qui représente 780 000 entreprises, employant plus de 1,8 million de personnes. Il le remercie de tenir compte de la déception des représentants de ce secteur, et de prendre les mesures permettant de regagner l'indispensable confiance des acteurs de l'économie sociale.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du Premier ministre sur la réforme de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et l'économie sociale (DISES), annoncée le 16 septembre devant le Conseil national de lutte contre l'exclusion. Désireux de soutenir activement le secteur de l'économie sociale, le Gouvernement a donné des instructions afin que cette nouvelle délégation poursuive et développe les actions engagées. Le Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale sera prochainement sollicité afin qu'il fasse part de ses propositions quant au fonctionnement, à l'intitulé et aux missions de cette délégation interministérielle, rattachée au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement conformément aux attentes des partenaires de l'économie sociale. Prenant en considération l'implication des entreprises, des mutuelles, des coopératives et des associations, qui emploient près de 1,8 million de salariés, et leur action déterminante dans la « bataille pour l'emploi », le Gouvernement a souhaité la réunion prochaine du conseil consultatif de l'économie sociale.

Données clés

Auteur : [M. Joël Giraud](#)

Circonscription : Hautes-Alpes (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 77255

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 2005, page 10067

Réponse publiée le : 29 novembre 2005, page 11024